



CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD A FIN MARS 2013 ET PERSPECTIVES A COURT TERME

I – Evolution du secteur réel

L'économie tchadienne a évolué au cours du premier trimestre 2013 dans un environnement international caractérisé par une dépréciation du dollar, un repli des cours du pétrole brut et un redressement de ceux du coton.

Au plan intérieur, l'activité socio-économique a été marquée par la signature courant mars 2013 d'un accord de négociations entre le Gouvernement et les centrales syndicales.

- **Analyse de la demande**

Au premier trimestre 2013, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance économique, portée surtout par la vigueur de la consommation privée. En revanche, la demande extérieure a grevé la croissance.

Au niveau de la demande intérieure, la consommation privée a connu une amélioration, en rapport avec l'augmentation des revenus des ménages aussi bien en milieu urbain que rural. En ville, la hausse des revenus est due à la poursuite des grands chantiers de l'Etat, aux recrutements à la fonction publique, ainsi qu'à la revalorisation de l'indice salarial et aux avancements d'une certaine catégorie des fonctionnaires. En milieu rural, elle est imputable aux bonnes récoltes vivrières enregistrées pendant la campagne 2012/2013, à l'accroissement des revenus des paysans résultant de la hausse de leur production de coton impulsée par le relèvement de son prix d'achat et la mise à disposition à temps des intrants.

La contribution de la consommation publique a été non négligeable avec, notamment, la hausse des dépenses de biens et services et surtout des transferts et subventions en raison de l'intervention militaire du Tchad au Mali.

Les investissements bruts ont participé positivement à la croissance compte tenu du dynamisme des investissements privés. Le concours de la formation brute de capital fixe du secteur privé non pétrolier a surtout concerné la poursuite des travaux de réhabilitation des réseaux dans les domaines de l'énergie, des transports, des hydrocarbures et de la téléphonie mobile. A cela, s'ajoutent la construction d'une usine de fabrication de tissus en polypropylène, d'une unité de fabrication de récipients sous pression et de production de plastique dans la zone industrielle de Djermaya, ainsi que d'un hôtel de 101 chambres à N'Djari, d'un hôtel Hilton au quartier Sabangali de N'Djaména et du siège des Brasseries du Tchad.

Les investissements du secteur pétrolier ont été orientés vers les recherches effectuées par les sociétés canadienne (Griffith et Petro Tchad) et taïwanaise (OPIC Africa) dans le Logone occidental, et la poursuite de la construction du pipeline devant relier les puits de Mangara à l'oléoduc de Komé. Les investissements réalisés par le consortium constitué d'Exxon-Chevron-Pétronas sont destinés au maintien des niveaux de production de leurs champs.

L'apport des investissements publics a été important, en liaison avec la hausse des dotations budgétaires. Ces investissements sont destinés aux gros chantiers de l'Etat engagés tant à N'Djamena qu'en province, notamment dans la construction des routes et l'édification d'infrastructures scolaires et hospitalières, ainsi que des sièges des grandes institutions.

La demande extérieure s'est caractérisée par une évolution contrastée des exportations de biens et services face à un repli des importations du sucre.

- **Analyse par l'offre**

Du côté de l'offre, la conjoncture a été surtout dopée par le secteur hors pétrole, l'apport du secteur pétrolier étant modeste du fait du vieillissement des champs de Doba exploités par le consortium constitué d'Exxon-Chevron-Pétronas.

Dans le secteur primaire, la production céréalière disponible nette est évaluée à 2 633 732 tonnes au titre de la campagne agricole 2012/2013, soit une augmentation de 59% par rapport à celle de la campagne précédente (1 657 182 tonnes). Cet accroissement résulte de la hausse 29,5% des superficies emblavées, du relèvement de 22,7% des rendements et d'une pluviométrie généreuse.

La contribution des cultures industrielles a été favorable, car la production de coton graine de la campagne 2012/2013 s'est accrue de 29,5% pour s'établir à 75 850 tonnes. Cette évolution s'explique par la mise à disposition à temps des intrants et le retour sensible des producteurs à la culture du coton, rendu possible notamment grâce au règlement de leurs arriérés des campagnes précédentes, et au relèvement du prix d'achat de leur récolte. De même, la production de cannes de la campagne 2012/2013 s'est située à 167 640 tonnes à fin mars 2013, en augmentation de 23,3% par rapport à la même période de la campagne précédente, en raison notamment de l'accroissement des surfaces récoltées.

Quant à la production pétrolière, elle est revenue à 1,10 millions de tonnes à fin mars 2013, contre 1,30 millions de tonnes un an plus tôt, en retrait de 15,4%, en liaison avec le vieillissement des puits (phénomène récurrent).

Au niveau du secteur secondaire, les activités ont été décevantes au premier trimestre 2013 pour les industries manufacturières (cigarettes, sucre, huilerie) et dérivées (cimenterie, assemblage de tracteurs). A l'inverse, le secteur des bâtiments et travaux publics s'est illustré par le maintien à un rythme soutenu des grands travaux de l'Etat à N'Djamena et dans certaines villes de province.

S'agissant du secteur tertiaire, la conjoncture a été principalement dominée par la branche des télécommunications qui ont évolué favorablement, en liaison avec la vigueur de la demande.

- **Evolution de l'inflation**

Sur le front des prix, la détente des prix observée vers la fin de l'année 2012 s'est poursuivie durant le premier trimestre 2013. Selon l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,5% en moyenne annuelle à fin mars 2013, contre 12,5% un an auparavant. En glissement annuel, il s'est accru de 2,5%, tiré à la fois par le renchérissement des produits locaux et de ceux des articles importés.

II – Situation des finances publiques

1-Exécution du budget à fin mars 2013

A fin mars 2013, l'exécution du Budget général de l'Etat a été marquée par une hausse des recettes moins marquée que celle des dépenses. En effet, les recettes budgétaires ont progressé de 7,1%, tandis que les dépenses ont bondi de 28,7%.

L'évolution des **recettes totales** est essentiellement liée au renforcement des *recettes pétrolières* (+11,6%) tirée par l'accroissement *des impôts perçus sur les bénéfiques des sociétés pétrolières* (+40,8%). Cette tendance haussière a été néanmoins contrebalancée par la baisse des recettes non pétrolières (-0,1% après 4,7% un an auparavant), notamment celle des recettes fiscales dont le recul s'explique par la contreperformance des services de Douanes, avec une forte diminution de 62,1% des impôts sur le commerce international. Toutefois, la chute des recettes douanières a été limitée par la bonne tenue des autres régies financières, avec une remontée de 39,7% des « Impôts sur les revenus et bénéfiques nets » et de 26,5% des « Taxes sur biens et services ». Par ailleurs, les recettes non fiscales ont augmenté de 6,5%, se situant à 2,4 milliards à fin mars 2013, contre 2,3 milliards à fin mars 2012.

Il y a lieu de noter qu'à fin mars 2013, une forte hausse des recettes à régulariser (Sans Titre) et à imputer est observée. Celles-ci passent respectivement de 327 millions à 127 milliards et de 729 millions à 23,5 milliards.

Ainsi, les recettes totales base encaissement ont totalisé 357 milliards à fin mars 2013 contre 193,7 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 84,3%.

S'agissant des **dépenses totales**, elles se sont accrues de 28,7%, passant de 137,3 milliards à fin mars 2012 à 176,7 milliards un an plus tard, en liaison avec la hausse conjointe des *dépenses courantes* (33,4%) et des dépenses en capital (10,5 %).

La progression des dépenses courantes est due principalement, d'une part, à l'augmentation de 32,0% de la masse salariale liée au recrutement des agents dans la fonction publique et à l'élévation de la valeur indiciaire et, d'autre part, à l'accroissement des dépenses des « transferts et subventions » de 52%.

Concernant les dépenses en capital, celles-ci ont connu une variation positive de 10,5%, se situant à 30,9 milliards contre 28 milliards un an auparavant. Elles ont été orientées principalement vers les secteurs prioritaires (santé, éducation..) et les autres grands travaux de l'Etat.

En incorporant aux dépenses totales, les charges à imputer et le règlement des arriérés, les dépenses totales, base caisse, se sont accrues de 85,3% pour s'établir à 381 milliards à fin mars 2013, contre 205,6 milliards à fin mars 2012.

En définitive, la gestion des finances publiques s'est dégradée, se soldant à fin mars 2013 par un déficit, base caisse, de 23,9 milliards, contre 11,8 milliards il y a un an. Ce besoin a été financé par un recours aux ressources intérieures de 24,6 milliards partagées entre le secteur bancaire (20,8 milliards) et non bancaire (3,8 milliards).

III– Situation des échanges extérieurs

Du côté des échanges extérieurs, une situation mitigée a été enregistrée au cours du premier trimestre 2013. En effet, l'on a noté un accroissement des volumes exportés de coton fibre ainsi qu'une baisse des ventes du pétrole. En outre, un repli des importations des biens et services a été observé pendant la période sous revue.

A fin mars 2013, les exportations de coton fibre ont augmenté de 64,6%, s'établissant à 37 700 tonnes contre 22 905 tonnes un an plus tôt. En revanche, celles de pétrole brut ont affiché une baisse de 9%, en liaison avec la diminution de la production.

S'agissant des importations, celles du sucre brut ont atteint 1 087 tonnes à fin mars 2013, en chute de 85,4% par rapport à la même période de l'année dernière, à cause des difficultés que connaît la CST.

IV - Perspectives économiques à court terme

Selon la Direction des Etudes et Prévisions (DEP) du Ministère des Finances et du Budget, l'économie tchadienne se caractériserait en 2013, par la poursuite de la croissance, mais à un rythme moins élevé que celui de l'année précédente. Toutefois, cette décélération serait compensée par le raffermissement des cours du pétrole ainsi que par la montée de la filière du coton et le commerce transfrontalier du bétail. Par ailleurs, l'augmentation de la production de pétrole brut des champs de Badila et Mangara influencerait le rythme de progression. La croissance du PIB devrait se situer à 4,5%, contre 8,9% en 2012. Les tensions inflationnistes observées en 2012 devraient se réduire en 2013 et ne dépasseraient pas le seuil de 3%.